



LES FAITS MARQUANTS DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE "BIODIVERSITÉ: SCIENCE ET GOUVERNANCE": LUNDI 24 JANVIER 2005

La Conférence Internationale sur la Biodiversité, organisée par le Ministère français de la recherche, s'est ouverte lundi, au siège de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), sous le thème "Biodiversité: Science et Gouvernance." Les participants ont entendu les déclarations liminaires, le matin, et se sont réunis en Plénière, l'après-midi, pour procéder à l'examen des défis posés à la biodiversité, au plan de la science et de la gouvernance.

SESSION D'OUVERTURE

François d'Aubert, ministre délégué français chargé de la recherche, a ouvert la Conférence et a souhaité la bienvenue aux participants.

Mettant en relief les conclusions de la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes, tenue peu avant la présente Conférence, Koichiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO, a mis l'accent sur les potentialités de la prévention des catastrophes des écosystèmes sains, et a appelé à une amélioration des systèmes d'observation mondiaux. Il a exprimé l'espoir de voir la Décennie des Nations Unies consacrée à l'éducation en matière de développement durable, aider à établir des connections entre la science et la société. Plaidant pour un dialogue permanent entre scientifiques et décideurs politiques, il a appelé: au renforcement de la recherche; à l'implication du secteur privé et de la société civile, y compris les communautés locales et autochtones; au renforcement des capacités; et à la prévention des conflits.

Klaus Toepfer, directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), a souligné l'impact de l'érosion de la biodiversité sur l'humanité, et a déclaré que la préservation des écosystèmes sains est cruciale pour la concrétisation des Objectifs de Développement du Millénaire et pour l'application de stratégies durables dans les domaines de l'utilisation des terres, de l'industrie et du tourisme. Il a mis en exergue les liens entre les changements climatiques, la désertification et l'érosion de la biodiversité, et a appelé à des investissements dans la création des capacités et dans une science cohérente, coordonnée et utile à la politique.

Hamdallah Zedan, secrétaire exécutif de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB), a souligné qu'en dépit d'une reconnaissance accrue de la valeur de la biodiversité, l'information concernant l'érosion de la biodiversité reste limitée. Il a mis en relief le défi auquel la communauté internationale se trouve confrontée dans ses efforts visant à la réalisation des objectifs 2010 consistant à réduire de manière importante le taux actuel des pertes subies par la biodiversité, et a appelé à une coopération internationale plus forte et à une communication plus efficace sur l'érosion de la biodiversité et ses effets.

Mohammed Valli Moosa, président de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature – UICN, a mis en exergue les liens directs entre l'érosion de la biodiversité et les activités humaines, mettant en garde que, selon la Liste Rouge de l'UICN, plus de 15,000 espèces sont menacées d'extinction. Il a suggéré la mise en place d'un cadre accordant à la biodiversité une place centrale dans les activités humaines, en se basant sur quatre éléments clés: les populations du monde entier; la science; les lois et règlements à tous les niveaux; et les forces du marché.

Bertrand Collomb, président de Lafarge et du Conseil Industriel Mondial pour le Développement Durable, a déclaré que le monde des affaires a reconnu l'importance de la durabilité et

de la préservation de la nature et que des projets soucieux de la biodiversité peuvent améliorer l'image publique des entreprises. Il a souligné la nécessité de partenariats, d'une détermination et d'une cohérence dans les mesures prises, ainsi que le rôle des gouvernements dans la mise en place de cadres d'action appropriés.

Soulignant que les bonnes politiques sont basées sur la bonne science, Stavros Dimas, commissaire européen chargé de l'environnement, a déclaré que l'UE continuera à travailler pour l'intégration des préoccupations environnementales dans ses politiques et à apporter son soutien au financement des programmes environnementaux, et a souligné le besoin d'une action accrue pour la réalisation de l'objectif 2010, de l'octroi d'une priorité et d'un soutien à la mobilisation ainsi que d'un renforcement des capacités scientifiques et d'une meilleure communication des sujets scientifiques ayant trait à la biodiversité.

Nicolas Hulot, président de la Fondation Nicolas Hulot, a déclaré que la Conférence devrait viser plutôt à s'assurer de la cohérence entre la politique et l'action qu'à améliorer la prise de conscience. Il a souligné qu'il n'existe pas de conflit entre les divers intérêts impliqués dans la biodiversité, et a mis en relief la nécessité d'une coopération, d'un placement de la société au cœur des préoccupations et des actions, et de nouvelles formes de solidarité.

Matsuura, intervenant au nom du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a souligné que la biodiversité est essentielle à la vie, et a appelé les pays qui ne l'ont pas encore fait, à ratifier la CDB. Il a précisé que la préservation de la biodiversité n'est pas la responsabilité des seuls gouvernements, mais également celle des organisations non gouvernementales, du secteur privé et de l'ensemble des habitants de la Terre.

Edward Wilson, de l'Université de Harvard, a déclaré qu'il existe des preuves scientifiques irréfutables des incidences défavorables des activités humaines sur la biodiversité, dont beaucoup restent encore à élucider par la science. Il a expliqué que l'exploration et la préservation sont non seulement cruciales, mais également efficaces au point de vue coût et possibles au point de vue technique, et a appelé à des processus décisionnels éthiques et fondés sur les faits. Il a souligné que la pauvreté inhibe la préservation, et a donné cette citation "L'homme se définit non par ce qu'il crée, mais par ce qu'il choisit de ne pas détruire."

Wangari Maathai, vice-ministre kenyan de l'environnement et des ressources naturelles, lauréate du Prix Nobel de la Paix, a passé en revue les enseignements tirés de deux écosystèmes montagneux au Kenya, quant à l'érosion de la biodiversité et de ses effets sur les sociétés humaines, et a mis en relief les réussites enregistrées dans le domaine de la réhabilitation à travers le reboisement mené sous une orientation gouvernementale. Elle a affirmé que la volonté politique est essentielle pour la prise des mesures nécessaires à la préservation de la biodiversité.

Soulignant l'importance de l'établissement d'un équilibre entre le développement économique et la préservation des ressources naturelles, Abdullah Badawi, premier ministre malais, a mis en relief les questions cruciales posées à la préservations de la biodiversité et notamment: le renforcement des capacités; le dialogue sur la gouvernance de la biodiversité; les négociations menées dans le cadre de la CDB, sur la question du régime d'accès et de partage des avantages; les droits de propriété intellectuelle; et la mise en application du Protocole de Cartagena sur la Prévention des Risques Biotechnologiques.

Marc Ravalomanana, président de la république malgache, a souligné l'importance des thèmes de la Conférence pour son pays, mettant l'accent sur la richesse de sa biodiversité. Il a parlé de la nécessité de concilier les besoins d'une croissance économique rapide et de la préservation de la richesse biologique, arguant que le développement durable, la protection de la nature et la bonne



gouvernance sont interconnectés. Il a mis en relief le fossé existant entre le Nord et le Sud dans le domaine de l'expertise scientifique.

Jacques Chirac, président de la république française, a souligné que le sort de l'être humain dépend de celui des autres espèces, et a proposé de créer un groupe intergouvernemental chargé d'examiner les évolutions enregistrées dans le domaine de la biodiversité et de mettre en place un réseau mondial d'experts. Il a précisé que la France a intégré la Charte Environnementale dans sa Constitution, a mis en exergue les politiques mises en place par la France en faveur de la biodiversité, et a proposé d'accueillir à Paris un séminaire de haut niveau sur les droits de propriété intellectuelle, ayant trait à la biodiversité. Il a souligné la nécessité de mesures urgentes pour la concrétisation de l'objectif 2010.

PLENIERE

Présidée par Peter Raven, du Missouri Botanical Garden, la première session plénière a été consacrée aux défis posés à la science et à la gouvernance dans le domaine de la biodiversité. La session a englobé une table ronde.

Le Président Raven a fait remarquer qu'on savait davantage de choses sur la lune que sur les forêts pluvieuses de la Terre, et a appelé à un renforcement de la recherche et à davantage de mesures, d'actions et de stratégies décisives basées sur la responsabilité individuelle.

Jacques Blondel, du centre national français pour la recherche scientifique, a déclaré que préserver la biodiversité aujourd'hui garantira ses potentialités évolutives, et que les pertes subies par la biodiversité sont irréversibles. Affirmant que la Terre traverse actuellement une période d'extinction massive, il a précisé que le défi à relever consiste à déterminer la manière dont la perte d'espèces affecte leurs écosystèmes, et à prévoir la manière dont les fonctions et les services écosystémiques seront affectés par les futures extinctions d'espèces. Soulignant que certains seuils irréversibles ont déjà été franchis, il a exprimé l'espoir de voir ces prévisions exercer une influence positive sur les prises de décisions. Blondel a qualifié la préservation de la biodiversité de question éthique, et a appelé à l'intégration des sciences naturelles et humaines. Soulignant que le développement économique ne peut être que durable dans les écosystèmes qui fonctionnent bien, et que le développement ne peut pas être durable lorsqu'il n'est pas partagé, il a conclu que notre mode de vie a besoin d'une révision radicale.

Michel Loreau, président du Comité Scientifique de la Conférence, a parlé des défis à relever dans le domaine de la biodiversité. Abordant la question "pourquoi la biodiversité est-elle importante?", il a expliqué que l'humanité dépend de la biodiversité en tant que source de denrées d'utilisation directe, de services écosystémiques, et en tant que patrimoine naturel et de valeurs esthétiques, spirituelles, culturelles et récréatives. Il a précisé que les défis à relever par la science, englobent la détermination: de la quantité de biodiversité de la planète; de la manière dont la biodiversité est en train de changer et les causes de ce changement; des conséquences écologiques des changements survenus dans la biodiversité; et des voies et moyens permettant de bien gérer et de bien protéger la biodiversité. Loreau a expliqué que s'agissant de la gouvernance, les défis à relever englobent: la reconnaissance de l'importance de la biodiversité en tant que problème environnemental mondial; la sensibilisation et l'information des citoyens; le développement d'une recherche coordonnée et le soutien des agences de financement; l'utilisation des connaissances disponibles pour la prise de mesures immédiates; l'intégration de la préservation de la biodiversité et de l'utilisation durable dans le développement économique et social; et l'établissement d'un mécanisme intergouvernemental pour la synthèse des connaissances scientifiques. Il a indiqué qu'une version provisoire de "l'Appel de Paris lancé par les Scientifiques en Faveur de la Biodiversité" sera distribuée et parachevée durant la Conférence.

Parlant de la mondialisation de l'économie et des changements que connaît actuellement la biodiversité, Claude Martin, directeur général de WWF International, s'est basée sur le rapport du WWF utilisant les données des 40 dernières années de l'index de la planète vivante et du plan écologique de l'humanité, pour démontrer que la mondialisation exerce des effets considérables sur la biodiversité. Il a souligné que, pour faire face à cette situation, les gouvernements doivent établir, dans le processus du développement, des objectifs à long terme, intégrant les préoccupations environnementales. Martin a également souligné l'impératif d'un changement fondamental dans la manière de penser. S'agissant des organismes génétiquement modifiés (OGM), il a déclaré que ces derniers pourraient accroître la production alimentaire, mais que sans normes établies à l'échelle internationale, ils continueront souvent à poser des risques à la

biodiversité. Il s'est félicité de la déclaration concernant la nécessité de payer en retour les communautés locales et autochtones chaque fois que la recherche scientifique aboutit à des résultats et engendre des avantages.

Cristian Samper, de l'Institution Smithsonian du National Museum of Natural History, a fait remarquer que nos connaissances sur la biodiversité se sont beaucoup accrues, mais que la biodiversité continue à décliner. Il a fait également remarquer que la majeure partie de la biodiversité de la planète se trouve dans les pays en développement, mais que ce sont les pays industrialisés qui profitent de la plupart des avantages tirés de la biodiversité et qui disposent des connaissances et des capacités permettant de prévenir son déclin. Il a fait état du défi posé à l'utilisation des connaissances scientifiques dans la réhabilitation des espèces au bord de l'extinction et dans la prévention de la poursuite de la dégradation subie par les écosystèmes. Il a appelé à des synergies entre les conventions ayant trait à la biodiversité, et a plaidé pour l'octroi d'une attention accrue: à la cohérence entre les politiques mondiales et nationales; au suivi efficace et aux indicateurs; à l'application et au respect des dispositions; et à l'accès et au partage des avantages. Il a appelé à des règles claires régissant l'accès, la traçabilité et la transparence, mais a mis en garde contre les politiques qui deviennent des barrières à la recherche dans le domaine biodiversité. Au sujet du groupe intergouvernemental sur la biodiversité, Samper a proposé diverses manières de renforcer la contribution de la science dans les processus décisionnels, et notamment: la création de passerelles au sein de la communauté scientifique; la création d'interconnexions avec d'autres thèmes; le renforcement des capacités nationales et régionales; l'investissement dans les sciences fondamentales et celles pertinentes à la politique; et le renforcement des mécanismes disponibles, tels que l'Evaluation des Ecosystèmes du Millénaire. Mettant en exergue la quantité importante de données collectées par les musées d'histoire naturelle du monde entier, il a précisé que la responsabilité des musées englobe: la mobilisation des données figurant dans les collections et dans la littérature, à travers des mécanismes tels que le Centre d'Information sur la Biodiversité Mondiale; l'engendrement de nouvelles connaissances à travers la recherche; le développement de l'éducation et de communication; et le renforcement des capacités et de la collaboration en faveur de la biodiversité, avec un accent placé sur les pays d'origine.

Le Président de la table ronde, Robert Watson, de la Banque Mondiale, a invité les panélistes à se focaliser sur le plus grand défi posé à l'utilisation durable de la biodiversité, sur le point de savoir si la préservation de la biodiversité peut être conciliée avec la croissance économique rapide, et sur les raisons du décalage existant entre le souci de la société civile à l'égard de la nature et sa destruction.

Jean-François Dehecq, président de Sanofi-Aventis, a décrit les démarches et les questions associées à la découverte et à l'exploration des composantes naturelles pour la mise au point des médicaments, soulignant que les progrès thérapeutiques peuvent être mis en péril du fait de la non résolution de la question du brevetage de la biodiversité, à l'échelon international.

Maathai a déclaré que le plus grand défi consiste à convaincre les décideurs et la société que la biodiversité est une priorité, soulignant qu'en dépit du fait que les être humains soient aujourd'hui mieux informés que 30 ans auparavant, ils continuent à détruire des espèces et à mettre ainsi en perspective leur propre destruction. Elle a rappelé que les conséquences de la destruction actuelle seront subies par les générations à venir.

Russell Mittermeier, président de 'Conservation International', a souligné que la France dispose du plus grand nombre des zones cruciales de biodiversité. Il a précisé que les pays disposant d'une très grande biodiversité et les zones cruciales de biodiversité, devraient constituer des priorités d'action pour la réalisation de l'objectif 2010, et a mis en relief le rôle des aires protégées dans la préservation de la biodiversité.

Harison Randriamanana, ministre malgache de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, a affirmé qu'il est possible de concilier la préservation de la biodiversité avec la croissance économique rapide et l'allègement de la pauvreté, dans des pays comme Madagascar, précisant toutefois, que cela ne peut se produire que si les pauvres, les décideurs politiques et les scientifiques décident d'agir ensemble.

Wilson a souligné le rôle de l'éducation dans le comblement du fossé entre la science, la politique et le public en faveur de la préservation de la biodiversité, et a affirmé que l'absence d'un code éthique et de normes morales régissant les activités humaines constitue l'une des raisons qui font que les actions de l'Homme tendent à porter atteinte à l'intégrité de la nature.